

Méditerranée: incertitudes et tendances lourdes

COSIMO LACIRIGNOLA*

Les incertitudes géostratégiques s'avèrent nombreuses dans la région Méditerranée. Nous ne savons pas à quel rythme s'effectueront les transitions politiques et sociales que plusieurs Etats méditerranéens ont entamées au début de la décennie 2010. Mais nous pouvons assurément estimer que celles-ci seront longues, complexes et très différenciées selon les cas. Les Etats concernés par une séquence post-révolutionnaire connaissent des transitions spécifiques, avec des acteurs locaux aux visages diversifiés. Pour autant, malgré la complexité à mettre en œuvre de nouvelles constitutions et d'organisation du pouvoir, nous devons continuer de faire le pari de la démocratie tout autour de la Méditerranée, en rappelant que cela nécessite du temps et de la persévérance. Nous ne sommes pas non plus en mesure d'évaluer le scénario de sortie de crises qui prévalent encore au Proche-Orient. Conflits, tensions et déplacement de populations pourraient s'aggraver, avec comme première conséquence des insécurités humaines en hausse. La pauvreté et la faim représentent des risques majeurs dans cette équation. Au Sud de l'Europe, les sociétés restent mécontentes et les turbulences dans la rue très fréquentes. La panne économique persiste et les réponses des gouvernements semblent insuffisantes aux yeux d'une grande partie de la population. Le chômage des jeunes, comme au Sud de la Méditerranée, constitue un défi majeur dans ce cadre. L'absence de perspectives pour l'avenir n'a jamais été favorable à l'émancipation de la jeunesse. Combien d'années faudra-t-il attendre encore pour retrouver le chemin de la croissance et créer de l'emploi? Est-il d'ailleurs pertinent de croire en ces composantes pour demain ou devrions-nous nous préparer à une époque où la rareté n'est plus l'homme ou les compétences, mais bien les capitaux et les postes à pourvoir? Ces interrogations révèlent que la situation méditerranéenne, bien que diverse, offre un panorama globalement sombre sur le front politique et social. Les secousses de la bande sahélo-saharienne, qui viennent frapper l'Afrique du Nord, ne sont pas non plus de bon augure pour la Méditerranée. En ce début d'année 2014, tout porte à croire que nous ne célébrerons pas l'an prochain, en 2015, le 20^{ème} anniversaire de la déclaration de Barcelone. Les objectifs fixés en 1995 pour le Partenariat euro-méditerranéen ne sont pas atteints. La région n'est ni plus pacifiée sur le volet stratégique, ni plus prospère sur le plan économique ni malheureusement plus tolérante sur le terrain culturel.

Si les inconnues géopolitiques sont nombreuses, nous savons au contraire que des questions apparaissent comme de plus en plus fondamentales pour le développement régional. L'agriculture, la sécurité alimentaire, les territoires ruraux et la durabilité des ressources naturelles sont au cœur des débats contemporains dans le monde et, sans doute de manière encore plus prononcée, au centre des enjeux méditerranéens. La pauvreté frappe près de deux milliards d'habitants, dont la majorité sont des ruraux et des paysans. Parallèlement, le surpoids et l'obésité progressent partout sur le Globe, et ce sera bientôt un habitant sur quatre de la planète qui sera confronté à des maladies de surcharge. Le problème de l'accès à l'alimentation et la multiplication des excès alimentaires se combinent donc dangereusement. En outre, la mondialisation et le développement économique créent des convergences entre les Nations et les modes de vie, mais les inégalités sociales et spatiales explosent. La croissance, quand elle existe, n'est que rarement inclusive. La soutenabilité des modèles de développement agricole est en outre questionnée. C'est vrai dans le monde, et cela vaut particulièrement dans le Bassin méditerranéen. Mais plutôt que d'opposer les solutions, il faut veiller à rassembler les énergies et à mener les politiques de production en synergie. Apprendre à produire autrement signifie qu'il faille à la fois produire mieux avec moins de ressources, mais aussi produire plus quand cela reste possible. Nous ne pouvons pas ignorer que les besoins alimentaires mondiaux augmentent mais que les rendements, dans plusieurs régions du Globe, stagnent. Nous ignorons, en revanche, s'il sera possible de renouveler l'exploit de la seconde moitié du 20^{ème} siècle où la productivité agricole avait partout ou presque progressé. Les biotechnologies peuvent être une réponse, mais les controverses à leur sujet demeurent fréquentes et nous ne saurions avancer sur cette piste avec pour unique direction le cap des certitudes. S'il est certain que nous aurons besoin de toutes les agricultures du monde, sous toutes leurs formes, y compris familiale (et il faut ici se réjouir de voir l'année 2014 placée sous l'égide des Nations-unies comme celle de l'agriculture familiale), nous n'avons pas de claires perspectives sur les capacités de la planète à nourrir une population de 9 milliards d'habitants à l'horizon 2050. A plus forte raison que nous sommes incapables de résoudre le problème de la faim actuellement comme cela vient d'être dit plus haut!

Il existe cependant des moyens pour la contenir et tenter de l'atténuer. L'un des leviers pour assurer une meilleure sé-

* Secrétaire Général Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéens (CIHEAM)

curité alimentaire repose sur une optimisation des dispositifs logistiques. Le commerce est déterminant, mais ne peut jouer son rôle en faveur du développement que si les infrastructures permettent la circulation des marchandises. Le rôle de la logistique est bien celui-là: rapprocher l'offre agricole de la demande alimentaire. C'est pour mieux comprendre l'importance de cette variable que le Ciheam a décidé de consacrer l'édition 2014 de son rapport *Mediterra* au thème du commerce et de la logistique. Cette publication, riche d'une expertise scientifique pluridisciplinaire et transnationale, vise à poser les premiers jalons d'une réflexion plus globale qu'il conviendra de poursuivre dans les années à venir sur le défi logistique que les pays méditerranéens auront à relever afin d'améliorer leur sécurité alimentaire et de développer leur économie, car il n'est plus possible de raisonner en termes d'autonomie ou d'indépendance alimentaire pour les pays méditerranéens. Un être humain sur six dépend actuellement des échanges internationaux pour couvrir ses besoins alimentaires. Ce ratio pourrait passer à un sur deux à l'horizon 2050 selon certaines estimations. La déconnexion se poursuivrait en effet entre les zones du globe où la nourriture est produite et celles où les consommations se réalisent. Cet écart géographique serait d'ailleurs amplifié dans les années à venir avec les pressions climatiques, la limitation des ressources naturelles et la croissance démographique de certains territoires où les risques politiques et alimentaires se conjugueront davantage. Nombreuses seront donc les Nations placées en situation de dépendance envers les marchés et rares sont les Etats capables de disposer de surplus agricoles exportables. Les jeux de puissance autour de l'alimentation vont donc s'accroître. Ces dynamiques globales n'épargneront pas les pays méditerranéens, d'ores et déjà placés devant l'obligation d'un approvisionnement sur les marchés mondiaux pour couvrir leurs besoins alimentaires domestiques. Ce que nous ignorons en revanche, c'est la capacité de ces Etats, financièrement vulnérables, à rester présents sur ces marchés, où volatilité et renchérissement tendanciel des prix des matières premières agricoles devraient se confirmer.

Le cas des céréales est ici tout à fait symptomatique. Produit vital et incontournable dans l'alimentation des populations méditerranéennes, deux-tiers des céréales consommées dans la région viennent en moyenne de l'extérieur. Cette tendance va s'accroître dans les années à venir. Les projections indiquent que les pays de l'Afrique du Nord/Moyen-Orient présenteront un déficit céréalier de 114 millions de tonnes à l'horizon 2050 (contre environ 75 Mt actuellement). Dans ce sens, il faut se féliciter de la volonté des Etats méditerranéens de mettre en place un réseau régional de suivi des marchés agricoles, essentiellement céréaliers, pour améliorer la connaissance des dynamiques commerciales, partager des analyses statistiques et assurer un meilleur suivi de la sécurité alimentaire et une meilleure coordination entre les pays. Ce dispositif, intitulé provisoirement «AMIS-Méditer-

ranée» (en référence au système établi depuis 2011 dans le cadre du G20 et dont le secrétariat est basé à Rome auprès de la FAO), avait été envisagé en septembre 2012 lors de la 9^{ème} réunion des ministres de l'Agriculture des Etats membres du CIHEAM, et vient d'être fortement relayé en novembre 2013 en Algérie à l'occasion de la 1^{ère} conférence sur la sécurité alimentaire du dialogue 5+5. Le CIHEAM mettra en œuvre ce nouveau réseau en 2014, complétant ainsi l'éventail de plates-formes régionales dont il est à la fois le coordonnateur et le catalyseur.

Enfin, une autre certitude se confirme: l'ère de l'abondance est derrière nous. Nous sommes entrés dans un monde de raretés. Nous consommons trop et nous consommons mal. Nous produisons toujours plus en agriculture, mais la nourriture reste inégalement répartie et fait l'objet d'immenses gaspillages. Ces pertes sont intolérables. Dans les pays en développement, après les récoltes et lors de la collecte ou du transport, de nombreuses denrées alimentaires sont perdues. Dans les sociétés plus riches, le gaspillage alimentaire dans la distribution et dans la consommation des ménages est également considérable. A cela s'ajoutent les pertes en eaux, en sols ou en biodiversité, qui handicapent encore un peu plus la sécurité alimentaire mondiale et accentuent la pression sur les ressources. Sans progrès sur ce terrain de la lutte quotidienne contre le gaspillage, l'insécurité alimentaire n'en sera que plus prononcée. Et nous avons vu précédemment que les dynamiques géopolitiques à l'œuvre en Méditerranée contribuaient à amplifier les risques alimentaires et les désordres agricoles dans les pays de la région. Le CIHEAM est convaincu que les stratégies contre les gaspillages alimentaires et ceux des ressources naturelles représentent un axe majeur dans sa mission de coopération. Ceux-ci ont d'ailleurs été les thèmes centraux dans les discussions des ministres de l'agriculture des 13 Etats membres du CIHEAM à l'occasion de leur 10^{ème} rencontre qui s'est tenue en Algérie le 6 février 2014.

Ces sujets figurent aussi au cœur de programmes actuellement déployés et animés par le CIHEAM, à l'instar de «*Feeding Knowledge*» mené dans le cadre de la préparation de l'Exposition universelle de Milan qui aura lieu de mai à octobre 2015. Ce programme se situe à l'intersection de la mission du CIHEAM: produire de la connaissance et des savoirs, les partager et proposer aux décideurs politiques et économiques de la région méditerranéenne de les appliquer. Cette diplomatie scientifique plaide pour le multilatéralisme, car le CIHEAM est convaincu que seule la coopération régionale et les partenariats peuvent permettre de faire face aux défis de la région. Cette diplomatie scientifique entend aussi lutter contre ce que j'appelle «le gaspillage des connaissances». De nombreuses recherches se dupliquent, se répètent ou ne trouvent pas l'écho voulu dans les sphères décisionnelles. Or le CIHEAM se doit de produire de la connaissance utile, innovante et capable d'aider les gouvernements et les opérateurs du développement.